



## Réunion COVID du 16 décembre 2021



Cette réunion devait présenter les dernières dispositions en lien avec les annonces du 1<sup>er</sup> ministre de début décembre. Au final, aucune annonce, aucune mesure spécifique, rien, juste un rappel des gestes barrières.

***Le ministère de la justice serait-il en dehors des réalités constatées dans le reste du pays ? Et si tout va bien quel intérêt à réunir les OS pour ne rien dire ?***

Montreuil, le 16 décembre 2021

En préambule, **La CGT** a rappelé que la DGAFP a réuni les ministères le lendemain de l'allocution et dans la semaine les Organisations syndicales. En revanche, le ministère de la justice attend 2 semaines avant de réunir les Organisations syndicales et d'annoncer la déclinaison ministérielle des directives.

**La CGT** constate qu'après 2 ans de crise sanitaire, le ministère de la justice n'apprend toujours pas de ses erreurs et continue de réagir a posteriori laissant agents et directions locales dans le flou et l'insécurité.

***L'anticipation reste un concept inconnu dans ce ministère...***

Le SG se défend de notre accusation en indiquant avoir diffusé **aux chefs d'administrations** une note de rappel le 2 décembre et rejette la responsabilité sur eux. En cœur chacune des trois administrations affirme avoir fait cette déclinaison...

***Si tout le monde fait bien son travail comment se fait-il que les cadres en local et les agents de terrain n'aient pas connaissance de ces notes ?***

Telle est la question fondamentale de **la CGT**  
Nous n'aurons pas la réponse...

**La CGT** renouvelle sa demande de directive nationale claire déclinée par administration et portée au plus près du terrain avec une présentation aux équipes par les cadres de proximité.

De toute façon cette note rappelait uniquement l'importance des gestes barrières et l'actualisation du protocole de restauration collective. D'ailleurs, une fois de plus, le SG veut démontrer son exemplarité en matière de protection des agents en nous donnant une litanie de chiffres de masques, de gel et d'ordinateurs portables....

***Liste qui résume la totalité des mesures de protection des agents et du public de la justice***

**La CGT** interroge la DAP sur les protocoles de vaccination en 3<sup>ème</sup> dose des détenus.

**Réponse** : La DAP fait des campagnes d'information et de vaccination en lien avec le ministère de la santé.

**La CGT** interroge sur l'absence de stock de masque type FFP2, rappelant qu'ils ont un niveau bien supérieur aux autres types de masques (chirurgicaux ou tissu) de filtrage des particules.

**Réponse** : Le SG explique qu'il s'agit là d'un choix stratégique du ministère sans que nous puissions avoir plus de précision...

Le SG veut souligner l'importance du télétravail, tout en rappelant qu'il se met en œuvre dans le cadre normal prévu par les textes, principalement à la demande de l'agent, minimum 2 jours de présence en unité quelle que soit la quotité de travail de l'agent et mise en lien entre la bonne organisation de l'unité/service et la demande de l'agent.

**La CGT** attire l'attention du SG sur le fait que l'organisation du télétravail est soumise à une multitude d'interprétation par chacun des niveaux décisionnaires. Nous constatons dans toutes les administrations des restrictions fermes à son développement, opposition contraire aux dispositions réglementaires et absolument pas justifiées. La réticence à l'égard du télétravail pose des problèmes d'équité entre agents, mais aussi de droit et en période de pandémie de protection des agents.

Décomplexée, la DAP assume porter une restriction nationale à 2 jours de télétravail, la DPJJ esquive la question en affirmant qu'un rappel des règles sera fait. Seule la DSJ a l'honnêteté de reconnaître qu'en plus d'un problème de formation des cadres, il y a une réticence à « *ce changement de culture* » dans l'organisation du travail. La DSJ affirme mettre au travail ces questions.

**La CGT** exige que le SG fasse un rappel à l'ordre de ses administrations dans l'organisation et le déploiement du télétravail, d'autant plus dans la période actuelle.

**Au final, une réunion dont le but reste bien obscur tant nous n'avons eu peu d'informations réelles, peut-être une suite rapidement....**